

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/Q/NZL/1

24 octobre 1996

(96-4450)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

EXAMEN DES LEGISLATIONS SUR LE DROIT D'AUTEUR ET LES DROITS VOISINS

Nouvelle-Zélande¹

Le présent document contient la déclaration liminaire faite par la délégation de la Nouvelle-Zélande dans le cadre de l'examen de la législation sur le droit d'auteur et les droits voisins auquel le Conseil a procédé à la réunion qu'il a tenue du 22 au 25 juillet 1996², ainsi que les questions qui lui ont été posées et les réponses qu'elle a fournies.

I. DECLARATION LIMINAIRE

Le fondement de la législation de la Nouvelle-Zélande relative au droit d'auteur est la Loi de 1994 sur le droit d'auteur, qui est entrée en vigueur le 1er janvier 1995. La Loi de 1994 a remplacé celle qui datait de 1962. Cette Loi comporte 12 parties dont une de dispositions interprétatives.

Il existe aussi des réglementations connexes qui sont les suivantes:

- la Réglementation de 1994 sur le droit d'auteur (Protection à la frontière);
- l'Ordonnance de 1995 sur le droit d'auteur (Application à d'autres pays);
- le Règlement de 1995 sur le droit d'auteur (Questions générales);
- la Réglementation de 1995 sur le droit d'auteur (Taxe pour avis concernant les importations parallèles).

L'élaboration de la Loi de 1994 visait deux objectifs principaux:

- rendre la législation de la Nouvelle-Zélande relative au droit d'auteur conforme à l'Accord sur les ADPIC, notamment aux prescriptions de l'Acte le plus récent de la Convention de Berne, par exemple protéger explicitement les programmes d'ordinateurs

¹La notification des lois et réglementations relative au droit d'auteur et aux droits voisins présentée par la délégation de la Nouvelle-Zélande au titre de l'article 63:2 de l'Accord a été distribuée sous les cotes IP/N/1/NZL/1 et IP/N/1/NZL/C/1-3.

²Le compte rendu de cette réunion a été distribué sous la cote IP/C/M/8.

comme des oeuvres littéraires, protéger les compilations de données et autres documents qui constituent des créations intellectuelles, et mettre en application des mesures de mise en oeuvre aux frontières afin de contrer l'importation de produits résultant du piratage de droits d'auteur;

- rendre la législation aussi pertinente que possible en regard de l'évolution de la technologie.

Nous considérons que la législation actuelle répond à ces objectifs. La Loi de 1994 constitue une législation qui:

- est une révision complète du droit de la Nouvelle-zélande relatif au droit d'auteur pour en rendre l'utilisation plus facile;
- institue de nouveaux droits, nommément les droits moraux et les droits d'artistes interprètes ou exécutants;
- assure aux oeuvres une protection permettant de mieux protéger les nouvelles technologies.

La Loi de 1994 a reconnu de nouveaux droits aux titulaires de droits d'auteur et, de façon générale, a été bien accueillie par les détenteurs de droits d'auteur qui y ont vu une amélioration importante de la législation qu'elle a remplacée. Nous savons que les droits additionnels reconnus aux détenteurs de droits d'auteur sont appliqués.

Les détenteurs de droits d'auteur ne nous ont informé d'aucun problème majeur en ce qui concerne la nouvelle législation. Cependant, comme la Loi n'est en vigueur que depuis une année et demie, il faudra nécessairement un peu plus de temps avant de connaître de façon certaine les résultats pratiques de l'application de tous ses éléments.

En conclusion, je soulignerai que l'article 136 de la Loi de 1994 vient d'être modifié par la Loi de 1996 modifiant le droit d'auteur. Il ne s'agit que d'une modification faisant passer la formulation de la disposition du singulier au pluriel afin que les titulaires de droits d'auteur puissent inclure dans leurs notifications aux douanes plusieurs oeuvres plutôt qu'une seule, ce qui était le cas avant la modification. Cette modification sera notifiée à l'OMC en temps opportun.

II. REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LES COMMUNAUTES EUROPEENNES ET LEURS ETATS MEMBRES

1. *La Nouvelle-Zélande applique-t-elle sa législation sur le droit d'auteur aux organismes de radiodiffusion ayant leur siège sur le territoire d'une partie contractante à la Convention de Rome (1961) qui ne sont pas constitués en société dans une partie contractante (article 2:2 de l'Accord sur les ADPIC et article 6 de la Convention de Rome)? Si ce n'est pas le cas, prière d'en expliquer les raisons.*

Oui, la Nouvelle-Zélande le fait. Le droit d'auteur s'applique à une émission lorsque:

- cette émission est faite à partir d'un pays étranger visé (article 20 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur);
- l'auteur est un citoyen ou un sujet d'un pays étranger visé, un individu domicilié ou résident dans un tel pays, ou une personne morale constituée en société en vertu de

la loi d'un tel pays. L'oeuvre commune de plusieurs auteurs est visée par cet article dès lors que l'un des auteurs répond à ces prescriptions (article 18).

Il faut souligner que:

- la définition du mot "auteur" vise la personne qui réalise ou retransmet une émission et que cette définition peut viser tant une personne physique qu'une personne morale (article 5);
- si l'émission est faite par plus d'une personne, elle doit alors être traitée comme une oeuvre commune de plusieurs auteurs (article 6);
- un pays étranger visé est un pays inscrit à l'une des annexes de l'Ordonnance de 1995 sur le droit d'auteur (Application à d'autres pays) qui sont entrées en vigueur le 1er janvier 1996.

Conformément à l'article 1:3 de l'Accord sur les ADPIC, la Nouvelle-Zélande a fait une notification aux termes de l'article 6 2) de la Convention de Rome.

[Question complémentaire]

Qu'arrive-t-il si un organisme n'est pas constitué en société en Nouvelle-Zélande ou dans un autre pays Membre de l'OMC, mais a son siège ou son principal centre d'activité en Nouvelle-Zélande ou dans un autre pays Membre de l'OMC?

En vertu du droit néo-zélandais, nous ne pourrions considérer que cet organisme a son siège ou son principal centre d'activité dans un pays que si cet organisme est constitué en société dans ce pays.

2. *La Nouvelle-Zélande compte-t-elle abroger l'article 76 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur (article 8 de l'Accord sur les ADPIC)?*

Le gouvernement n'a pas actuellement l'intention d'abroger l'article 76 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur.

[Question complémentaire]

Sur quelles dispositions de la Convention de Berne la Nouvelle-Zélande fonde-t-elle son exception à la protection d'oeuvres littéraires et artistiques concernant les médicaments (article 76)?

La Convention de Berne ne vise pas les droits de distribution. Par conséquent, elle ne s'applique pas à l'article 76.

3. *La Nouvelle-Zélande accorde-t-elle une protection aux auteurs d'oeuvres cinématographiques dont les producteurs ont leur siège sur le territoire de pays Membres de l'OMC et ne sont pas constitués en société dans un pays Membre de l'OMC (article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC et article 4 de la Convention de Berne)?*

Oui, la Nouvelle-Zélande accorde cette protection.

Un film peut bénéficier de la protection du droit d'auteur si son auteur est un citoyen ou un sujet d'un pays étranger visé, un individu domicilié ou résident dans un tel pays, ou un organisme

constitué en société en vertu de la loi d'un tel pays. Une oeuvre commune de plusieurs auteurs est visée par cet article dès lors que l'un de ses auteurs répond à ces prescriptions (article 18 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur).

Il faut souligner que:

- la définition du mot "auteur" vise toute personne qui a pris les mesures nécessaires pour faire un film et cette définition peut s'appliquer à une personne physique ou à une personne morale (article 5);
- une disposition a été prise visant les oeuvres communes de plusieurs auteurs (article 6);
- l'Ordonnance de 1995 sur le droit d'auteur (Application à d'autres pays) s'applique dans ce cas (voir la réponse à la question 1).

4. *Pour ce qui est de l'utilisation (dans la mesure justifiée par le but à atteindre) des oeuvres littéraires ou artistiques à titre d'illustration de l'enseignement par le moyen de publications, d'émissions de radiodiffusion ou d'enregistrements sonores ou visuels, la Nouvelle-Zélande exige-t-elle que la source et le nom de l'auteur soient mentionnés (article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC et article 10 3) de la Convention de Berne?*

Il est reconnu aux auteurs un droit général à être identifiés comme auteurs d'une oeuvre (article 94) dès lors que ce droit a été exercé (article 96).

Il n'existe qu'une exception à ce droit; elle concerne l'éducation, notamment ce qui a trait aux examens (article 97). Par conséquent, ce droit vise les oeuvres littéraires et artistiques en ce qui concerne leur utilisation dans des publications, des émissions ou des enregistrements sonores ou visuels pour l'enseignement.

La Nouvelle-Zélande considère que les exceptions qui concernent l'éducation sont visées par l'article 9 3) de la Convention de Berne.

5. *Qui, conformément à la législation néo-zélandaise sur le droit d'auteur, est réputé représenter l'auteur d'une oeuvre littéraire ou artistique pour ce qui est de faire valoir des droits protégés, lorsqu'il s'agit d'oeuvres anonymes ou pseudonymes et qu'il y a doute sur l'identité de l'auteur (article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC et article 15 3) de la Convention de Berne)?*

La Nouvelle-Zélande se conforme à l'article 15 3) de la Convention de Berne en ce qui regarde les oeuvres anonymes ou pseudonymes. Lorsque le nom de l'éditeur apparaît sur la première édition des exemplaires de l'oeuvre, l'éditeur est censé, jusqu'à preuve contraire, représenter l'auteur et il a le droit de défendre et protéger les droits de cet auteur (article 126 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur).

Un auteur inconnu n'est plus considéré comme inconnu dès lors que son identité est révélée (article 7).

6. *La Nouvelle-Zélande a-t-elle appliqué ou compte-t-elle appliquer l'article 234 o) i) et iii) de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur pour ce qui est d'autoriser la location au public de programmes d'ordinateur et/ou de films (article 11 de l'Accord sur les ADPIC)?*

Existe-t-il des éléments de preuve de réalisations largement répandues de copies portant atteinte au droit exclusif de reproduction des auteurs de films (article 11 de l'Accord sur les ADPIC)?

La Nouvelle-Zélande n'a pas appliqué l'article 234 o) i) et iii) pour ce qui est d'autoriser la location au public de programmes d'ordinateur et/ou de films, et il n'existe pas en ce moment de proposition à ce sujet.

Bien qu'il n'existe pas de preuve évidente de copies "largement répandues" portant atteinte au droit exclusif de reproduction des auteurs de films, il est relativement établi que cela se produit. Pour cette raison, la Nouvelle-Zélande a reconnu aux auteurs le droit d'autoriser ou d'interdire la location commerciale au public d'originaux ou de copies de leurs films (article 9 de la Loi sur le droit d'auteur).

7. *Dans quelle mesure et à quelles fins la législation néo-zélandaise sur le droit d'auteur autorise-t-elle la présentation publique d'émissions ou de programmes distribués par câble (article 14:1 de l'Accord sur les ADPIC)?*

Le titulaire du droit d'auteur a le droit de représenter ou de montrer en public des émissions ou des programmes distribués par câble (articles 16 et 32 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur).

Cependant, il existe des limites à ce droit exclusif; ces limites sont les suivantes:

- Article 47: La présentation d'une émission ou d'un programme par câble, dans un établissement d'éducation visé, est réputée ne pas être une présentation en public.
- Article 57: Un enregistrement sonore ou un film qui se trouve dans les archives tenues par Radio New Zealand Limited, par Television New Zealand Limited, ou par New Zealand Film Archive peut être présenté au public à la condition que les frais à la charge du public ne soient pas plus élevés que ce qui est nécessaire pour le recouvrement des coûts. Cela ne vise pas cependant le cas où il existe un régime de licences et où les archives en sont avisées.
- Article 87: Une émission ou un programme distribué par câble peut être présenté ou montré en public à des spectateurs lorsqu'ils ne payent pas de droit d'admission ou, si ces spectateurs payent un droit d'admission, ce droit ne concerne pas la présentation elle-même. Le but de cette disposition est de permettre aux clubs, sociétés et prisons de présenter des émissions.
- Article 178: Droits des artistes interprètes ou exécutants: cette disposition équivaut en fait à l'article 47.
- Article 188: Droits des artistes interprètes ou exécutants: cette disposition équivaut en fait à l'article 87.

Dans quelle mesure la législation néo-zélandaise sur le droit d'auteur limite-t-elle les droits des artistes interprètes ou exécutants en ce qui concerne les émissions incluses dans un service de programmes distribués par câble (article 14:1 de l'Accord sur les ADPIC)?

Les limitations aux droits des artistes interprètes ou exécutants en ce qui concerne les émissions incluses dans un service de programmes distribués par câble sont prévues à l'article 189 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur. Cet article vise la réception et la retransmission immédiate d'une émission, en Nouvelle-Zélande, par un service de programmes distribués par câble. Il n'y a pas atteinte aux droits des artistes interprètes ou exécutants si et dans la mesure où l'émission est destinée à la réception

dans la région où le service de programmes distribués par câble est fourni. Si l'émission elle-même porte atteinte au droit qu'un artiste interprète ou exécutant peut avoir, il doit être tenu compte également de la retransmission dans l'évaluation des dommages.

8. *La Nouvelle-Zélande a-t-elle appliqué ou compte-t-elle appliquer l'article 234 o) ii) de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur pour ce qui est d'autoriser la location au public d'enregistrements sonores (article 14:4 de l'Accord sur les ADPIC)?*

La Nouvelle-Zélande n'a pas appliqué l'article 234 o) ii) de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur pour ce qui est d'autoriser la location au public d'enregistrements sonores, et il n'existe en ce moment aucune proposition visant à la faire appliquer.

III. REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LES ETATS-UNIS

1. *Prière d'expliquer si et comment la loi néo-zélandaise protège les oeuvres, les phonogrammes et les représentations ou exécutions d'oeuvres des autres Membres de l'OMC, et si et comment elle leur accorde une protection sur la base du traitement national, comme l'exigent l'article 3 de l'Accord sur les ADPIC (d'une manière générale pour ce qui concerne le droit d'auteur et les droits voisins) et l'article 9:1 de l'Accord (qui reprend l'article 5 1) de la Convention de Berne).*

L'article 232 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur, qui vise les droits d'auteur et les droits moraux, et l'article 204 de la même Loi, qui vise les droits des artistes interprètes ou exécutants, reconnaissent aux Membres de l'OMC un "traitement non moins favorable que celui accordé aux ressortissants", conformément à l'article 3 de l'Accord sur les ADPIC.

L'article 232 dispose que le Gouverneur général peut prendre une ordonnance afin que les dispositions de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur, à l'exception de la Partie IX, s'appliquent aux citoyens ou sujets (domiciliés ou résidents) d'un pays Membre de la Convention ou d'un autre pays, de la même façon qu'elles s'appliquent aux citoyens domiciliés ou aux résidents en Nouvelle-Zélande.

L'article 204, qui vise les droits des artistes interprètes ou exécutants, dispose que le Gouverneur général peut prendre une ordonnance afin que les dispositions de la Partie IX de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur s'appliquent à tout pays Membre de la Convention ou à tout autre pays.

Le Gouverneur général a pris une ordonnance en ce qui concerne l'article 204 et l'article 232 de la Loi. Il s'agit de l'Ordonnance de 1995 sur le droit d'auteur (application à d'autres pays) qui est entrée en vigueur le 1er janvier 1996.

Elle contient sous forme d'annexes trois listes de pays auxquels la Loi sur le droit d'auteur s'applique. La première annexe comprend les pays qui sont parties à l'une des conventions suivantes, à certaines d'entre elles, ou à toutes: la Convention de Berne, la Convention universelle sur le droit d'auteur et l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce. La deuxième et la troisième annexes concernent les parties à l'Accord sur l'Organisation mondiale du commerce.

[Question complémentaire]

La législation de la Nouvelle-Zélande accorde-t-elle une protection aux oeuvres publiées pour la première fois dans un pays Membre de l'OMC, même si cette oeuvre n'a pas été créée par un citoyen ou un sujet d'un pays Membre de l'OMC?

Oui, il existe une telle protection en vertu de l'article 232 2) c) de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur.

2. *La Nouvelle-Zélande applique-t-elle la "règle de la durée plus courte" aux phonogrammes et aux représentations ou exécutions d'oeuvres des autres Membres de l'OMC? Dans l'affirmative, prière d'expliquer comment vous le justifiez au regard de l'article 4 de l'Accord sur les ADPIC.*

Si la question vise l'article 7 de la Convention de Berne, la réponse est non. La Nouvelle-Zélande n'applique pas la "règle de la durée plus courte". La Nouvelle-Zélande reconnaît une protection de durée habituelle aux phonogrammes et représentations des autres Membres de l'OMC.

Pour ce qui est des phonogrammes, la durée est de 50 ans à compter de la fin de l'année civile pendant laquelle l'oeuvre a été faite ou de 50 ans à compter de la fin de l'année civile où le phonogramme a été rendu disponible (article 23). Pour ce qui est des représentations, la durée de la protection est de 50 ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle la représentation a eu lieu (article 193).

3. *Prière d'expliquer si et comment la Nouvelle-Zélande accorde une protection contre la reproduction à la fois directe et indirecte de phonogrammes, comme l'exige l'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC, y compris par transmission numérique dans le cadre de services d'abonnement ou de services interactifs.*

L'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC dispose que les producteurs de phonogrammes jouissent du droit d'autoriser ou d'interdire la reproduction directe ou indirecte de leurs phonogrammes.

Un producteur peut être soit l'artiste interprète ou exécutant soit une personne qui, en vertu d'un contrat d'enregistrement, est titulaire du droit d'auteur.

Le droit d'auteur sur les phonogrammes (enregistrements sonores) est établi à l'article 14 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur. L'article 2 de la Loi définit l'expression "enregistrement sonore" comme tout support sur lequel un enregistrement a été fait ou tout moyen de produire ou de reproduire des sons.

En vertu de l'article 16 de la Loi, le titulaire du droit d'auteur a des droits exclusifs. Ces droits comprennent les droits de copier l'oeuvre, de distribuer des copies au public et d'autoriser toute personne à copier ou à distribuer des copies. Toute copie directe ou indirecte constitue une violation du droit d'auteur.

Les expressions "émission" et "programmes distribués par câble" comprennent la transmission par ondes radioélectriques et autrement; elles comprennent aussi les techniques numériques et analogiques.

Il y a violation du droit d'un artiste interprète ou exécutant lorsqu'il y a utilisation d'un enregistrement illicite dans une représentation publique, lorsqu'il y a inclusion dans une émission ou un programme distribué par câble, ou lorsqu'il y a copie directe ou indirecte d'un enregistrement, si l'on sait, ou doit raisonnablement savoir, que l'artiste interprète ou exécutant n'a pas donné son consentement. Il n'y a pas violation dans les cas d'utilisation privée.

Par conséquent, la législation de la Nouvelle-Zélande donne effet à l'article 14:2 de l'Accord sur les ADPIC.

[Question complémentaire]

Les droits de reproduction de phonogrammes prévus par la loi néo-zélandaise du droit d'auteur couvrent-ils les reproductions faites par transmission numérique dans le cadre de services d'abonnement ou de services interactifs?

La reproduction d'un phonogramme peut constituer une violation des droits d'un titulaire d'un droit d'auteur si une personne commet un acte interdit en ce qui concerne ces droits, sans licence du titulaire du droit d'auteur. Un acte interdit peut toucher la totalité ou une partie importante de l'oeuvre et peut être direct ou indirect (article 28 de la Loi).

Les actes interdits par le droit d'auteur comprennent la copie d'une oeuvre, la distribution de copies d'une oeuvre au public, la diffusion d'une oeuvre ou une diffusion comprenant une oeuvre dans le cadre d'un service de programmes distribués par câble, et le fait d'autoriser une autre personne à accomplir l'un de ces actes.

En ce qui concerne le droit relatif à la diffusion ou à l'inclusion d'une oeuvre dans le cadre de services de programmes distribués par câble, il faut noter les points suivants:

- le terme "diffusion" est défini de telle sorte qu'il peut comprendre la transmission numérique (article 2 1) de la Loi);
- l'expression "service de programmes distribués par câble" comprend l'envoi d'images visuelles, de sons ou d'autres informations au moyen d'un système de télécommunication (défini comme un système pour transmettre ces images, ces sons ou ces autres informations par des moyens électroniques) (article 2 1) et article 4 1) de la Loi).

Par conséquent, la reproduction non autorisée de phonogrammes par transmission numérique dans le cadre de services interactifs constitue une violation.

4. *Prière d'indiquer si et comment la Nouvelle-Zélande accorde une protection rétroactive totale aux oeuvres, phonogrammes et représentations ou exécutions d'oeuvres des autres Membres de l'OMC, comme l'exigent les articles 9:1, 14:6 et 70:2 de l'Accord sur les ADPIC, dont chacun incorpore par référence l'article 18 de la Convention de Berne ou se fonde sur cet article. Prière d'indiquer la date à laquelle remonte cette protection en ce qui concerne chaque catégorie d'objets. Dans votre réponse prière d'indiquer le sens et l'application de l'article 4 a) de l'Ordonnance de 1995 ainsi que des articles 5 2), 6 et 28 de la première annexe.*

La Loi de 1994 sur le droit d'auteur assure une protection aux oeuvres, phonogrammes et représentations antérieurs à l'entrée en vigueur de la Loi, de même qu'à ceux réalisés depuis lors. La première annexe de la Loi indique les cas où existe une protection antérieure à l'entrée en vigueur de la Loi. Cela peut comprendre une protection aux termes de la Loi de 1913 sur le droit d'auteur et de la Loi de 1962 sur le droit d'auteur. Compte tenu de cela, chaque cas doit être examiné selon les faits qui lui sont propres. Par conséquent, seuls sont examinés dans le cadre de cette réponse les principes généraux applicables.

La protection d'oeuvres réalisées antérieurement à l'entrée en vigueur de la Loi de 1994 est assurée par l'article 230 3) de la Loi et par l'Ordonnance de 1995 sur le droit d'auteur (application à d'autres pays). On trouvera plus de renseignements au sujet de cette ordonnance dans la réponse fournie à la question 1.

L'Ordonnance précise aussi quelles sont les oeuvres étrangères qui sont protégées en Nouvelle-Zélande, de la façon suivante:

- une oeuvre étrangère ne bénéficie pas d'un droit d'auteur par référence à son auteur si elle a été publiée avant l'entrée en vigueur de la Loi de 1962 (disposition 4 a)), puisque la Nouvelle-Zélande n'assurait pas une telle protection à ses propres ressortissants avant cette date. Cependant, cette protection existe depuis l'entrée en vigueur de la Loi de 1962 (dispositions 5 1) a) et 6);
- qu'une oeuvre puisse être protégée ou non par un droit d'auteur par référence à son auteur, une oeuvre étrangère bénéficiera de la protection si elle a été publiée dans un pays étranger visé (dispositions 7 a) et 8). La protection par référence au pays de première publication n'est pas limitée dans le temps;
- les enregistrements sonores sont aussi visés (disposition 9 1) a));
- la disposition 12 de l'Ordonnance est une disposition transitoire qui maintient la protection de toute oeuvre étrangère visée par le droit d'auteur en vertu de la loi de la Nouvelle-Zélande immédiatement avant l'entrée en vigueur de la Loi mais qui n'est pas visée par l'Ordonnance.

L'article 230 3) de la Loi s'applique si l'une des conditions suivantes est remplie:

- le droit d'auteur existait en vertu de la Loi de 1962 immédiatement avant l'entrée en vigueur de la Loi de 1994 (renvoi aux dispositions 3 et 4 de la première annexe de la Loi de 1994);
- l'oeuvre est protégée dans le pays partie à la Convention et la protection n'avait pas pris fin dans ce pays avant l'entrée en vigueur de la Loi de 1994;
- l'oeuvre a été publiée pour la première fois dans un pays partie à la Convention.

Lorsque l'oeuvre est une représentation, il faut qu'il y ait une protection réciproque dans le pays partie à la Convention (article 204 3) de la Loi de 1994).

Il existe aussi une disposition permettant d'assurer après l'entrée en vigueur de la Loi de 1994 une protection de droit d'auteur aux oeuvres existant antérieurement à cette entrée en vigueur si l'un des trois cas visés à l'article 230 3) cités ci-dessus se rencontre (disposition 5 1) de la première annexe). Il existe des exceptions à ce principe, à savoir:

- une oeuvre qui a été publiée en Nouvelle-Zélande avant le 1er avril 1963 et qui n'a pas été publiée ailleurs plus de 14 jours avant de l'être en Nouvelle-Zélande n'est pas protégée (disposition 5 2) de la première annexe). Il s'agit d'une disposition transitoire visant la Loi de 1913 sur le droit d'auteur qui disposait que, pour qu'une publication soit simultanée, qu'elle n'ait pas été faite dans un délai de plus de 14 jours (à cette époque la Convention de Berne ne prévoyait pas un délai de 30 jours). La disposition transitoire assure que la protection ne soit pas accordée à des oeuvres qui n'étaient pas protégées aux termes de la Loi de 1913;
- une oeuvre protégée pour la première fois en vertu de la Loi de 1962, c'est-à-dire des films, une émission et un travail typographique, est exclue de l'application de la Loi (disposition 6 de la première annexe). Comme la Nouvelle-Zélande n'a pas fourni

de protection spécifique pour ces oeuvres (même si une protection a été prévue pour les oeuvres individuelles comprenant un film) avant l'entrée en vigueur de la Loi de 1962, la Loi de 1994 maintient cette exception qui vise à la fois les oeuvres néo-zélandaises et les oeuvres étrangères. L'exception est cependant assortie de réserves et dispose que la Loi de 1994 s'applique dans le cas d'un film qui a été réalisé avant l'entrée en vigueur de la Loi de 1962 et qui était une oeuvre dramatique originale aux termes de la Loi de 1913 ainsi qu'à une photographie utilisée dans un film réalisé avant l'entrée en vigueur de la Loi de 1962 et considéré comme une oeuvre dramatique originale aux termes de la Loi de 1913 (disposition 12 de la première annexe de la Loi de 1994);

- une oeuvre artistique réalisée avant l'entrée en vigueur de la Loi de 1962 est protégée en vertu de la Loi sur les dessins et modèles; mais si elle a reçu une application industrielle, elle n'est pas protégée (disposition 28 de la première annexe). Cela limite la portée de la double protection pour les dessins et modèles conformément à une modification subséquente de la Loi de 1962.

Aux termes de la première annexe de la Loi de 1994 (disposition 17), la protection accordée à des oeuvres avant l'entrée en vigueur de la Loi de 1994 s'applique comme suit:

- oeuvres littéraires, dramatiques, musicales ou artistiques (autres que les photographies):
 - de façon générale: 50 ans à compter du décès de l'auteur;
 - oeuvres produites par ordinateurs: 50 ans à compter de la fin de l'année civile pendant laquelle l'oeuvre a été réalisée;
 - oeuvres communes de plusieurs auteurs:
 - publiées avant le 1er avril 1963: des deux périodes suivantes, la plus longue: soit la durée de vie du premier auteur majorée de 50 ans, soit 50 ans à compter du décès de l'auteur décédé le dernier;
 - publiées après le 1er avril 1963, mais avant l'entrée en vigueur de la Loi: 50 ans après le décès du dernier auteur;
 - auteur inconnu:
 - oeuvres publiées avant l'entrée en vigueur de la Loi: 50 ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle l'oeuvre a été rendue accessible au public par un acte autorisé;
 - non publiées au moment de l'entrée en vigueur de la Loi: 50 ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle les nouvelles dispositions sur le droit d'auteur sont entrées en vigueur ou, si l'oeuvre a été rendue accessible au public pendant cette période, aux mêmes conditions qu'une oeuvre publiée;
- enregistrements sonores: 50 ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle l'enregistrement a été réalisé;
- représentations: 50 ans à compter de l'année civile au cours de laquelle la représentation ou l'exécution a eu lieu.

[Question complémentaire]

Veillez préciser la réponse à la dernière question; notamment, veuillez indiquer:

- 1) la relation entre l'Ordonnance de 1995, l'article 230 3) de la Loi sur le droit d'auteur et la première annexe, en ce qui regarde la protection rétroactive des oeuvres existantes;*
- 2) si les oeuvres de ressortissants d'Etats Membres de l'OMC, qui n'ont pas été publiées pour la première fois dans un pays Membre de l'OMC mais qui ont été créées avant l'entrée en vigueur de la Loi de 1962, sont protégées par le droit d'auteur en Nouvelle-Zélande;*
- 3) depuis quelle date les enregistrements sonores de pays Membres de l'OMC sont protégés en Nouvelle-Zélande;*
- 4) depuis quelle date les représentations ou les exécutions par des ressortissants de pays Membres de l'OMC ou des représentations ou des exécutions qui ont eu lieu dans un pays Membre de l'OMC sont protégées en Nouvelle-Zélande;*
- 5) quelles oeuvres ne sont pas protégées en ce moment en Nouvelle-Zélande parce qu'elles se trouvent dans une catégorie qui n'était pas protégée en vertu du droit antérieur, notamment la Loi de 1913 et la Loi de 1962.*

- 1) L'article 230 3) de la Loi, conjointement avec l'article 204, assure une protection aux oeuvres étrangères en Nouvelle-Zélande. Conformément à l'article 232 2) de la Loi, les annexes de l'Ordonnance de 1995 indiquent les pays visés par la protection prévue à l'article 230 3). L'Ordonnance de 1995 indique aussi de quelle façon les oeuvres étrangères sont protégées en vertu de la Loi.

L'article 235 de la Loi prévoit que les dispositions transitoires de la première annexe de la Loi ont effet aux fins d'application de la Loi. La première annexe s'applique à toutes les oeuvres, nationales ou étrangères. Cette annexe contient les dispositions transitoires et conservatoires assurant la cohérence entre la Loi de 1994 et la législation antérieure. Elle contient aussi une disposition concernant les oeuvres qui chevauchent l'entrée en vigueur de la Loi de 1994 et la législation antérieure, ce qui comprend une protection rétroactive.

- 2) Avant 1962, la Nouvelle-Zélande n'accordait aux oeuvres une protection du droit d'auteur que par référence à la première publication en Nouvelle-Zélande ou dans un pays étranger prescrit. Par conséquent, il est possible que des oeuvres de la catégorie visée sous la question complémentaire ne soient pas protégées par le droit d'auteur même si, il convient de le noter, la liste des pays étrangers prescrits est plus large que la simple liste des Membres de l'OMC. Cette liste comprend aussi les membres de la Convention de Berne et de la Convention universelle du droit d'auteur et, par conséquent, vise certains membres de ces conventions qui ne sont pas encore Membres de l'OMC.
- 3) Soit décembre 1945 soit une date ultérieure, si, durant cette période, l'oeuvre a été rendue accessible au public (article 23 1)).
- 4) Soit décembre 1945 soit pour la durée prévue dans un autre pays si cette durée n'est pas déjà expirée (article 170 2)).

- 5) - Les enregistrements sonores antérieurs à l'entrée en vigueur de la Loi de 1913, sauf s'ils étaient déjà protégés par un droit d'auteur.
- Les représentations ou exécutions antérieures à 1945.
- Les oeuvres artistiques destinées à une application industrielle antérieures à l'entrée en vigueur de la Loi de 1962.
- Les films cinématographiques antérieurs à l'entrée en vigueur de la Loi de 1962 (même s'il pouvait exister un droit d'auteur pour des oeuvres incluses dans un film, par exemple une oeuvre dramatique).
- Les émissions sonores et de télévision réalisées en Nouvelle-Zélande avant l'entrée en vigueur de la Loi de 1962 et les émissions sonores et de télévision produites à l'étranger avant l'entrée en vigueur de la Loi de 1994.
- Les travaux de typographie antérieurs à l'entrée en vigueur de la Loi de 1962.
- Les oeuvres anonymes ou pseudonymes antérieures à l'entrée en vigueur de la Loi de 1962.
- Les modèles ou dessins produits antérieurs à 1985.

5. *Prière d'expliquer en quoi la portée de la protection accordée aux oeuvres cinématographiques conformément à l'article 34 1) de la Loi sur le droit d'auteur est compatible avec les dispositions des articles 2 1) et 14bis de la Convention de Berne, qui sont incorporées par l'article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC, étant donné que la portée des droits dont ces oeuvres bénéficient ne semble pas être aussi étendue que les droits afférents aux oeuvres littéraires ou artistiques en général. Par exemple, il ne semble pas que cet article prévoie un droit d'adaptation pour les oeuvres cinématographiques.*

La Nouvelle-Zélande assure une protection du droit d'auteur pour les oeuvres cinématographiques aux termes de l'article 14 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur, ce qui comprend les oeuvres dramatiques (scénarios), les comédies musicales, les enregistrements sonores et les films en tant qu'oeuvres originales auxquelles s'applique le droit d'auteur.

L'article 16 de la Loi reconnaît aux titulaires d'un droit d'auteur des droits exclusifs sur leurs oeuvres. Cela comprend des droits en ce qui regarde la copie d'une oeuvre, la présentation d'une oeuvre en public et la retransmission d'une oeuvre ou l'inclusion d'une oeuvre dans un service de programmes distribués par câble.

En ce qui concerne les adaptations, le titulaire d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, dramatique ou musicale possède le droit exclusif de faire une adaptation de son oeuvre (articles 16 et 34), y compris l'adaptation d'un scénario.

En ce qui concerne les films, aucun droit particulier d'adaptation n'est prévu, étant donné que l'on considère qu'une "adaptation" d'un film n'est pas possible sans qu'il y ait atteinte à l'un des droits déjà existant par rapport à l'oeuvre. Par exemple, cela pourrait concerner l'adaptation d'un scénario, auquel cas il y aurait violation des droits de l'auteur, ou l'adaptation de la musique, auquel cas il y aurait violation en ce qui concerne les paroles ou la représentation ou l'exécution. Si un film était copié, il s'agirait là d'une violation du droit exclusif du détenteur du droit d'auteur en ce qui concerne la copie. Il est possible qu'une nouvelle oeuvre soit créée, auquel cas il s'agirait là d'une oeuvre originale qui pourrait faire l'objet d'un droit d'auteur.

[Question complémentaire]

En vertu de la législation de la Nouvelle-Zélande, si l'adaptation d'une oeuvre faite sans autorisation peut être considérée comme une oeuvre originale bénéficiant par ailleurs de la protection du droit d'auteur, y a-t-il toujours violation de droit d'auteur?

Une adaptation du genre visé par la première réponse en est une où il peut y avoir violation si une partie importante de l'oeuvre existante a été utilisée dans la création de la nouvelle oeuvre. Néanmoins, il peut y avoir un droit d'auteur pour la nouvelle oeuvre.

6. *Prière d'expliquer en quoi les articles 12 6) et 76 de la Loi sur le droit d'auteur sont conformes à l'article 9 2) de la Convention de Berne et à l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC, qui disposent que les limitations des droits exclusifs ou exceptions à ces droits doivent être limitées à certains cas spéciaux qui ne sont pas incompatibles avec l'exploitation normale de l'oeuvre et ne causent pas un préjudice injustifié aux intérêts légitimes du détenteur de droit.*

Les articles 12 6) et 76 de la Loi sur le droit d'auteur autorisent le gouvernement à utiliser, sans qu'il y ait atteinte au droit d'auteur, des oeuvres protégées par un droit d'auteur s'il s'agit de médicaments importés aux termes de la Loi sur les médicaments. Cela permet au gouvernement d'importer des copies produites légalement de médicaments non brevetés dans le cas où ces médicaments ne sont pas fournis sur le marché néo-zélandais ou lorsqu'ils ne sont disponibles qu'à des conditions déraisonnables. Le gouvernement peut par conséquent veiller à ce que la population de la Nouvelle-Zélande ne soit pas privée des bienfaits de ces médicaments. (Le gouvernement n'a pas usé de ce pouvoir.)

Par conséquent, ces dispositions ne sont pas visées par l'article 9 2) de la Convention de Berne, qui ne concerne pas les droits de distribution. Elles ne sont pas non plus visées par l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC vu l'article 6 de l'Accord sur les ADPIC (épuisement des droits de propriété intellectuelle).

7. *Prière d'expliquer le sens et l'application de l'exception concernant les "copies occasionnelles", qui est prévue aux articles 41 et 175.*

Les copies occasionnelles d'une oeuvre protégée par un droit d'auteur, qu'elles soient accidentelles ou intentionnelles, sont visées dans la mesure où l'objet principal de l'oeuvre d'où provient la partie copiée n'est pas l'élément principal de l'élément inclus. A noter cependant que la copie intentionnelle de certaines oeuvres est expressément interdite. Par conséquent, l'intention n'est pas de causer un préjudice déraisonnable aux intérêts légitimes de l'auteur (article 9 2) de la Convention de Berne).

Par exemple, le reportage d'un événement comportant en arrière-plan une émission de télévision, et par conséquent incidente à cette émission, ne porte pas atteinte au droit d'auteur sur l'émission montrée accidentellement.

8. *Prière d'expliquer en quoi les dispositions des articles 44 à 48, 68, 70, 71, 79, 81, 87, 186 et 188 sont conformes aux articles 9 2) et 10 2) de la Convention de Berne et aux articles 13 et 14:6 de l'Accord sur les ADPIC, qui restreignent la portée des limitations autorisées des droits exclusifs.*

La Nouvelle-Zélande considère que les articles 44 à 48, 68, 70, 71, 79, 81, 87, 186 et 188 sont conformes à la Convention de Berne et à l'Accord sur les ADPIC, vu qu'ils constituent des limitations et des exceptions permises quant aux droits reconnus en vertu de ces deux traités pour les raisons suivantes:

- les articles 44 à 48 visent des fins éducatives. Une disposition existe pour que, dans certaines circonstances, il soit possible de faire, à des fins éducatives, des copies de représentations, d'interprétations, de présentations d'une oeuvre en public, et d'enregistrement d'une émission ou d'un programme distribué par câble. Ces limitations de droits des titulaires sont cependant définies étroitement: par exemple, dans le cas

de copies d'enregistrements sonores ou de copies d'enregistrements d'émissions ou de programmes distribués par câble, il n'est pas permis de faire de telles copies ou de tels enregistrements si des licences sont prévues dans le cadre d'un régime de licences. Cependant, les articles 44 à 48 sont conformes aux articles 9 2) et 10 2) de la Convention de Berne et à l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC;

- l'article 68 traite, par exemple, du cas d'une allocution ou d'un discours prononcé sans notes. Comme le droit d'auteur ne peut reposer que sur l'expression concrète d'une oeuvre, cette disposition permet à l'orateur d'obtenir un droit d'auteur en vertu du fait que son discours ou son allocution a été écrit ou diffusé tout en permettant à celui qui écrit ou diffuse d'avoir, à titre d'enregistreur, la possibilité d'utiliser cet enregistrement. Cependant une telle utilisation est sujette à des limitations, notamment le droit pour l'orateur d'interdire l'enregistrement;

cette disposition paraît nécessaire pour assurer la conformité avec les articles 2 1), 7 1), 8, 9 1), 10 1) et 10*bis* 1) de la Convention de Berne. On considère que ces limitations à l'article 68 1) apportent une protection adéquate au titulaire du droit d'auteur par rapport à l'article 9 2) de la Convention de Berne et à l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC;

- l'article 70, qui vise une récitation ou une lecture publique, est conforme aux articles 9 2) et 11*ter* de la Convention de Berne vu que sa portée est limitée à une lecture faite:
 - par une seule personne;
 - seulement dans une mesure raisonnable;
 - qui ait une mention suffisante de l'auteur;
 - qui, lorsqu'elle comprend un enregistrement sonore ou une émission, utilise principalement du matériel autre que la récitation ou la lecture publique;
- l'article 71, qui vise des résumés d'articles scientifiques ou techniques, est conforme à l'article 9 2) de la Convention de Berne et à l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC en ce que les résumés ne constituent pas une reproduction d'une oeuvre et, par conséquent, ne sont pas contraires à l'exploitation normale de l'oeuvre et ne causent pas un préjudice déraisonnable aux intérêts légitimes de l'auteur;

les résumés ont pour but d'aider à la diffusion de l'information. On peut prétendre que, en soi, des résumés constituent des oeuvres originales et que, par conséquent, ils jouissent de la protection du droit d'auteur;

- l'article 79 permet aux établissements d'enseignement et aux bibliothèques de louer, à des fins non lucratives, des copies de programmes d'ordinateurs, d'enregistrements sonores ou de films sans que cela constitue une atteinte au droit d'auteur. Comme l'article 11 de l'Accord sur les ADPIC ne vise que la "location commerciale", cette exception est admissible;
- les articles 81 et 186 visent la présentation, à des fins non lucratives, d'un enregistrement dans un club, une société ou autre organisation dont l'objet principal est la religion, l'éducation ou le bien-être social, pour autant que tous les droits d'entrée éventuels aillent au bénéfice de ce club, de cette société ou de cette organisation. Comme ces dispositions ne visent que la présentation d'enregistrements sonores et non pas leur reproduction, elles n'entrent pas en conflit avec la Convention de Berne ou avec les

articles 14:1 et 14:2 de l'Accord sur les ADPIC. En ce qui concerne l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC, le but et la nature de ces limitations sont conformes à cet article;

- l'article 188 vise la présentation d'une émission ou d'un programme distribué par câble à un public qui n'a pas payé de droits d'entrée à l'endroit où l'émission ou le programme distribué par câble est présenté. Cela comprend, par exemple, les prisons, les clubs ou les sociétés, mais ne comprend pas les hôtels, les motels ou les terrains de camping;

la limitation de cette exception est conforme aux articles 13 et 146 de l'Accord sur les ADPIC et compatible avec l'article 13 dudit accord.

[Question complémentaire]

Veillez expliquer comment la mise en oeuvre ou l'application des exceptions contenues aux articles visés à la question précédente ont été restreintes afin de les maintenir dans les limites admissibles par rapport aux droits établis dans la Convention de Berne et l'Accord sur les ADPIC.

Les exceptions visées dans cette question font partie des limitations admissibles par rapport aux droits établis dans la Convention de Berne et l'Accord sur les ADPIC, soit parce qu'elles ont été étroitement définies, par exemple les articles 44 à 48 de la Loi qui concernent l'éducation, soit parce que ces exceptions, par nature, ne sont pas contraires à l'exploitation normale de l'oeuvre ou ne causent pas un préjudice déraisonnable aux intérêts légitimes de l'auteur, par exemple les résumés d'articles scientifiques ou techniques.

9. *Veillez expliquer le sens et l'application du membre de phrase "sont prévues dans le cadre d'un régime de licences" qui figure aux articles 45 5), 48 2), 88 3) et 91 4).*

Les articles 45, 48, 88 et 91 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur autorisent la copie dans certaines circonstances particulières. Cependant, si un régime de licences est en vigueur pour le titulaire du droit d'auteur, ces copies ne peuvent être réalisées que sous licence. Par exemple, les écoles peuvent copier des émissions en vertu de l'article 48 1); si un régime de licences est établi, elles ne pourront plus le faire, vu l'article 48 2), que si elles se conforment aux prescriptions de la licence.

La définition d'un "régime de licences", qui est énoncée à l'article 2 de la Loi, fixe ce qui suit:

- "a) les catégories de cas où l'exploitant du régime, ou la personne au nom de laquelle il agit, est disposé à accorder des licences de droit d'auteur;
- b) les conditions auxquelles les licences de droit d'auteur seraient accordées pour ces catégories de cas ... "

10. *Prière d'indiquer en quoi l'article 192 est conforme à l'article 14:1 de l'Accord sur les ADPIC, qui dispose que les artistes interprètes ou exécutants ont le droit d'empêcher des reproductions non autorisées des fixations de leurs représentations ou exécutions.*

L'article 192 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur dispose qu'un tribunal indépendant, le Tribunal du droit d'auteur, peut rendre un arrêt autorisant la réalisation d'une copie ou d'un enregistrement. Pour rendre un arrêt en vertu de cet article, le Tribunal doit tenir compte d'un certain nombre d'éléments. Ces éléments comprennent la question de savoir si le refus de l'autorisation par l'artiste interprète ou exécutant porte sur la protection d'un intérêt légitime de cet artiste interprète

ou exécutant et la question de savoir si une rémunération devrait être accordée à l'artiste interprète ou exécutant.

La Nouvelle-Zélande considère que la disposition applicable de la Convention de Rome est l'article 15.2. Celui-ci autorise des limitations en ce qui concerne les droits des artistes interprètes ou exécutants lorsque des limitations similaires sont prévues pour le droit d'auteur. Comme la Nouvelle-Zélande a établi un régime de licences pour le droit d'auteur (article 153 de la Loi), l'article 15.2 de la Convention de Rome permet des limitations similaires en ce qui concerne les artistes interprètes ou exécutants.

[Question complémentaire]

Dans la mesure où des licences obligatoires sont accordées en Nouvelle-Zélande pour la reproduction de fixations d'enregistrements sonores ou de représentations ou exécutions en direct, quels critères sont appliqués pour l'octroi de ces licences et quelles limitations comportent ces licences? En quoi l'octroi de ces licences est-il conforme à l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC?

Avant de rendre un arrêt, le Tribunal du droit d'auteur doit tenir compte d'un certain nombre d'éléments afin d'assurer la conformité avec l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC. Ces éléments sont notamment les suivants (article 192 de la Loi):

- Il y a eu signification ou publication d'avis.
- Les motifs fournis par l'artiste interprète ou exécutant pour refuser son consentement ne comprennent la protection d'aucun intérêt légitime de cet artiste interprète ou exécutant.
- L'enregistrement dont il est proposé de faire une copie a été réalisé avec l'autorisation de l'artiste interprète ou exécutant et il est légitimement en la possession de la personne qui se propose d'en faire une copie.
- Le fait de faire une copie de l'enregistrement est conforme aux obligations des parties à l'accord en vertu duquel l'enregistrement a été réalisé ou est conforme aux fins auxquelles l'enregistrement a été réalisé.

Lorsque, après examen de ces éléments, un arrêt est rendu, si les parties ne s'entendent pas sur une rémunération, le Tribunal doit rendre l'arrêt qu'il juge approprié.

11. *Prière d'expliquer en quoi l'article 92 de la Loi sur le droit d'auteur est conforme à l'article 2 3) de la Convention de Berne qui dispose que les traductions, adaptations, arrangements de musiques et autres transformations d'une oeuvre littéraire ou artistique sont protégés comme des oeuvres originales, sans préjudice des droits de l'auteur sur l'oeuvre originale.*

L'article 92 de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur a pour but d'assurer que rien de ce qui est fait en ce qui concerne une adaptation, qui est elle-même une oeuvre littéraire dramatique ou musicale, ne portera atteinte au droit d'auteur sur l'oeuvre originale.

Il faut souligner que l'article 82 n'amoindrit pas davantage les droits conférés par les articles 2 3) et 12 de la Convention de Berne en ce qui regarde les adaptations, que ce n'est le cas en ce qui concerne l'oeuvre originale à partir de laquelle l'adaptation a été faite.

12. *Prière d'indiquer si et comment la législation néo-zélandaise protège les programmes d'ordinateur et autres oeuvres en empêchant qu'ils soient chargés dans un ordinateur et visualisés sur écran sans autorisation, comme l'exigent l'article 10:1 de l'Accord sur les ADPIC et les articles 9 1) et 11 à 14 de la Convention de Berne, tels qu'ils sont incorporés par l'article 9:1 de l'Accord sur les ADPIC.*

Les programmes d'ordinateur sont protégés aux termes de la Loi de 1994 sur le droit d'auteur de la façon suivante:

- en tant qu'oeuvres littéraires (article 2 1) a) "Oeuvres littéraires");
- par le droit d'auteur existant pour les oeuvres littéraires originales (article 14 1) a));
- par les droits exclusifs des titulaires de droits d'auteur, notamment le droit de copier une oeuvre (article 16 1) a)) qui comprend la reproduction ou l'enregistrement d'une oeuvre sous toute forme matérielle (article 2 1) "Droits d'auteur") et le droit d'adapter une oeuvre (article 16 1) g)) qui, dans le cas d'un programme d'ordinateur, comprend la conversion de ce programme en une oeuvre ou un langage d'ordinateur différent (article 2 1) "Adaptation");
- par la reconnaissance de la violation d'un droit d'auteur lorsqu'une personne, autre que le titulaire du droit d'auteur, commet un des actes interdits (article 29).

Ces dispositions sont conformes aux prescriptions de la Convention de Berne et de l'Accord sur les ADPIC.

[Question complémentaire]

1) *Est-ce que le droit de reproduction d'oeuvres et de programmes d'ordinateur en vertu de la loi de la Nouvelle-Zélande couvre les reproductions provisoires dans la mémoire d'un ordinateur?*

2) *Est-ce que la loi de la Nouvelle-Zélande prévoit une protection contre la visualisation non autorisée d'une oeuvre sur un moniteur ou un écran d'ordinateur?*

Le fait de copier l'oeuvre du titulaire du droit d'auteur constitue une violation des droits de ce titulaire (article 30 de la Loi). En ce qui concerne une oeuvre littéraire (ce qui comprend les programmes d'ordinateur), le mot "copier" est défini comme comprenant la sauvegarde d'une oeuvre "sur tout support et de toutes manières" (définition de "copying" à l'article 2 1)).

Par conséquent, cette définition de "copier" s'applique à la sauvegarde d'une oeuvre dans la mémoire d'un ordinateur ou à la visualisation d'une oeuvre sur un écran d'ordinateur.

13. *Prière d'indiquer quelles sont les voies de recours au pénal et au civil qui sont prévues en cas d'atteinte au droit d'auteur et dans quelle mesure elles sont pleinement conformes aux obligations énoncées aux articles 41, 45, 50 et 61 de l'Accord sur les ADPIC. Dans la réponse, prière de préciser, entre autres choses, si ces voies de recours peuvent inclure la saisie, la confiscation et la destruction des marchandises en cause et du matériel ayant servi à la fabrication de ces marchandises, comme l'exigent les articles 46 et 61 de l'Accord sur les ADPIC, ainsi que la manière dont il est prévu de prendre des mesures correctives civiles provisoires conformément à l'article 50 de l'Accord.*

Les voies de recours au pénal et au civil qui sont prévues en Nouvelle-Zélande en cas d'atteinte au droit d'auteur et la manière de mettre en application les articles de l' Accord sur les ADPIC se trouvent au tableau suivant:

| ARTICLE DE L'ACCORD SUR LES ADPIC | ARTICLE(S) APPLICABLE(S) DE LA LOI SUR LE DROIT D'AUTEUR | OBSERVATIONS |
|-----------------------------------|--|--|
| 41.1 | 120 125 131 225 226 Partie VII | L'atteinte au droit d'auteur est passible de poursuites. L'atteinte aux droits moraux est passible de poursuites. En cas d'infraction pénale, le tribunal peut imposer, à titre de mesures dissuasives, des amendes ou des peines d'emprisonnement. Droits et privilèges en vertu d'autres lois et de la <i>common law</i> . Contourner la protection contre les copies constitue une infraction. Mesures de protection à la frontière. |
| 41.2 | 122 4) Partie VII Partie X | Le tribunal peut rendre un arrêt sans qu'il y ait eu avis si la signification de l'avis causerait un retard déraisonnable. Mesures de protection à la frontière. Fonctionnement et compétence du Tribunal du droit d'auteur. |
| 41.3 | | Règles de procédure des tribunaux. |
| 41.4 | 141 223 224 225 | Requête auprès du tribunal pour la réforme d'un arrêt L'affaire peut être renvoyée à la Haute Cour. Les questions de droit peuvent être renvoyées à la Haute Cour. Droits et privilèges en vertu d'autres lois et de la <i>common law</i> . |
| 45.1 | 120 2) 125 225 | Toutes ces mesures de réparation sous forme de <i>dommages-intérêts</i> , injonctions, reddition de comptes ou autres sont les mêmes que pour les atteintes à n'importe quel autre droit de propriété. Dommages-intérêts exigibles pour atteinte aux droits moraux. Droits et privilèges en vertu d'autres lois et de la <i>common law</i> . |

| ARTICLE DE L'ACCORD SUR LES ADPIC | ARTICLE(S) APPLICABLE(S) DE LA LOI SUR LE DROIT D'AUTEUR | OBSERVATIONS |
|-----------------------------------|--|---|
| 45.2 | 121 | Le demandeur a droit à une reddition de compte des profits dans les cas où le défendeur ne savait pas et n'avait pas de raison de savoir qu'il existait un droit d'auteur pour l'oeuvre visée par les procédures. |
| | 225 | Droits et privilèges en vertu d'autres lois et de la <i>common law</i> . Pouvoir général du tribunal d'ordonner le paiement des frais à l'une des parties. |
| 46 | 122 | Arrêt dans les procédures civiles. Lorsqu'une personne a en sa possession, sous sa garde ou sous son contrôle une copie faite en contravention de la loi ou un objet conçu ou adapté pour faire des copies en contravention de la loi, le titulaire du droit d'auteur peut présenter une requête au tribunal pour obtenir la remise de la copie ou de l'objet en cause. |
| | 132 | Arrêt dans les procédures pénales. Lorsqu'une personne a en sa possession, sous sa garde ou sous son contrôle une copie faite en contravention de la loi ou un objet conçu ou adapté pour faire des copies en contravention de la loi, le titulaire du droit d'auteur peut présenter une requête au tribunal pour obtenir la remise de la copie ou de l'objet en cause. |
| | 134 | Le tribunal peut ordonner la saisie à l'avantage du titulaire du droit d'auteur, ou ordonner d'autres mesures qu'il juge appropriées, en ce qui regarde la copie faite en contravention de la loi ou l'objet conçu ou adapté pour faire des copies en contravention de la loi. |
| | 197 | Droits des artistes interprètes ou exécutants; remise des biens en cause, dans les procédures civiles, comme pour l'article 122 1). |
| | 199 | Droits des artistes interprètes ou exécutants; remise des biens en cause, dans les procédures pénales, comme pour l'article 132 1). |
| | 202 | Arrêt de destruction des enregistrements illicites. |

| ARTICLE DE L'ACCORD SUR LES ADPIC | ARTICLE(S) APPLICABLE(S) DE LA LOI SUR LE DROIT D'AUTEUR | OBSERVATIONS |
|--|--|--|
| 50 | 122 4) Partie VII et Réglementation de 1994 sur le droit d'auteur (protection à la frontière) | Un arrêt peut être rendu sur requête <i>ex parte</i> présentée par le titulaire du droit d'auteur, si la signification d'un avis causerait un retard déraisonnable ou un autre préjudice grave au titulaire du droit d'auteur. Mesures de protection à la frontière. |
| 61 | 131 132 133 134 198 200 201 227 | Peines d'emprisonnement et amendes. Voir article 46 ci-dessus. Responsabilité des administrateurs de sociétés. Voir article 46 ci-dessus. Enregistrements illicites, responsabilité pénale. Déclaration mensongère en ce qui concerne l'autorisation de donner un consentement. Voir article 133 ci-dessus. Réception frauduleuse d'une émission ou d'un service par câble. |